

# L'enquête Migrations, Famille et Vieillessement

## Première grande enquête menée dans les DOM pour mieux cerner les défis de demain

Claude-Valentin Marie

*Conseiller pour l'Outre-mer à la direction  
de l'Institut national d'études démographiques.  
Responsable scientifique de l'enquête Migrations, Famille  
et Vieillessement.*

**Mots clés :** DOM – Famille – Migrations – Vieillessement de la population.

En 2010, la Guadeloupe, la Martinique, la Réunion et la Guyane totalisaient environ 1 900 000 habitants, soit près de 3 % de la population française. En dix ans, cet ensemble s'est accru chaque année de 1,6 % en moyenne, contre 0,4 % pour la France entière. Si le solde naturel demeure le moteur de cette croissance, les migrations, elles, pèsent plus qu'en Métropole sur la structure des populations, avec toutefois des effets très contrastés d'un territoire à l'autre (1). L'apport de l'immigration est le plus net en Guyane : elle contribue pour environ 25 % à la croissance totale du département. En revanche, aux Antilles, l'impact de l'émigration des natifs est de loin la plus importante : elles comptent la plus grande part de leurs ressortissants vivant (25 %) ou ayant vécu (27 %) durablement (plus de six mois) hors de leur île natale. Seuls 10 % des Antillais n'ont jamais quitté leur département.

Dans ces territoires, la famille tient toujours une place prépondérante dans l'organisation de la société. Point de référence majeure des individus, elle influence fortement leurs choix sur les deux champs des migrations et de la reproduction, et son importance est aussi sans égale s'agissant de la solidarité à l'égard des personnes âgées. Très rares sont, parmi ces dernières, celles qui vivent dans des structures d'accueil ou médico-sociales, et même lorsqu'elles vivent seules les relations avec la famille, notamment les enfants, demeurent étroites et fortes. Mais cette situation, viable aujourd'hui, pourra-t-elle perdurer lorsque le vieillissement va devenir massif ? En effet, contrairement aux idées reçues, l'âge moyen augmente plus rapidement dans les départements d'outre-mer (DOM) qu'en Métropole. L'enjeu est évidemment d'importance pour l'avenir de la cohésion sociale dans ces départements. C'est encore aux Antilles que les signes de ce vieillissement sont les plus nets ;

tout particulièrement en Martinique qui comptera, en 2030, plus de 36 % de personnes âgées de 60 ans ou plus.

Les migrations et le vieillissement constituent donc, pour les DOM, deux défis majeurs. Trait essentiel de leur peuplement, les migrations demeurent partout importantes et elles connaissent depuis plus d'une décennie des changements profonds dans leurs dynamiques, leur rythme et le profil de leurs protagonistes. Leur incidence est d'autant plus importante à apprécier qu'elles font l'objet, de longue date (notamment pour les natifs), de politiques publiques spécifiques dans ces départements. Plus nouvelle est l'accélération du vieillissement. Les Antilles y seront certes confrontées à échéances plus brèves que La Réunion, mais le processus est désormais inéluctable pour ces trois départements insulaires. Seule la Guyane y échappe, principalement parce qu'elle est le département français qui accueille la plus forte proportion d'immigrants. Point nodal de ces dynamiques : la famille. Plus qu'en Métropole, elle demeure dans les DOM le noyau autour duquel se déploie la vie sociale. Elle joue ainsi un rôle déterminant tant sur les stratégies migratoires que sur l'intensité et les formes des solidarités intergénérationnelles, notamment celles liées au vieillissement.

### Pourquoi l'enquête Migrations, Famille et Vieillessement ?

Si de nombreuses enquêtes traitent de ces sujets au niveau national, leur champ d'investigation exclut les DOM (2). En conséquence, leurs résultats et les connaissances élaborées sur la famille, les comportements reproductifs, les relations

(1) Voir l'article de Franck Temporal dans ce numéro, p. 87.

(2) C'est le cas de l'enquête Étude de l'histoire familiale (EHF, 1999), de l'enquête Études des relations familiales et intergénérationnelles (ERFI, 2005) de l'enquête Trajectoires et Origines (TeO, 2008).

intergénérationnelles, les migrations ou le vécu des discriminations ne peuvent quasiment jamais y être extrapolés. Dans les DOM, les derniers travaux d'importance sur ces sujets datent de près d'une quinzaine d'années et n'ont concerné que La Réunion (3). Aux Antilles, ceux sur les migrations remontent à 1991 (4) et sur la famille à 1975 (5). Quant à la Guyane, elle n'a tout simplement jamais fait l'objet d'enquêtes de ce type. La même ignorance entoure la question du vieillissement. Pourtant les enjeux qui s'y attachent sont d'autant plus essentiels à appréhender que le phénomène est en passe de connaître une vive accélération, alors même que les structures collectives de prise en charge des personnes âgées y sont nettement moins développées qu'en Métropole. C'est dire l'ampleur des besoins d'information sur l'ensemble des réalités démographiques et leurs évolutions dans ces départements.

L'enquête Migrations, Famille et Vieillesse (MFV) – menée par l'Institut national d'études démographiques et l'Institut national de la statistique et des études économiques – vient donc combler des manques importants. Elle est la première grande enquête auprès des ménages conduite simultanément dans les quatre DOM, sur les changements touchant, à la fois, aux migrations, à la famille et à son organisation, et au vieillissement de la population. Elle a été élaborée en tirant le meilleur profit des grandes enquêtes nationales et européennes existantes (notamment l'enquête Étude de l'histoire familiale, l'enquête Étude des relations familiales et intergénérationnelles et l'enquête Trajectoires et Origines (TeO)). Cette reprise « adaptée » (objectifs, méthodologie, thématiques, etc.) des investigations nationales et européennes participe d'un projet global d'amélioration et de renouvellement de la production de l'information démographique et sociale dans les DOM. Ce choix répond au double souci d'élargir à l'Outre-mer les connaissances élaborées en France et en Europe et de mettre en place des dispositifs d'enquêtes adaptés aux réalités de ces départements (6).

Dans cette étude, le défi a été de rassembler en une seule opération des questions qui, en France et en Europe, font l'objet de plusieurs enquêtes distinctes. Plusieurs impératifs ont dû être respectés : un questionnaire commun aux quatre DOM, mais susceptible de rendre compte des spécificités de chacun ; un échantillon important (seize mille répondants) pour permettre des analyses fines et pertinentes des différents groupes

sociaux étudiés ; l'adhésion des populations interrogées afin de recueillir les informations les plus fiables sur des sujets parfois sensibles ou délicats ; une architecture d'ensemble du questionnaire

## Méthodologie de l'enquête

### La population enquêtée

L'enquête Migrations, famille et vieillissement a été conduite simultanément dans les quatre départements d'outre-mer (DOM – Guadeloupe, Martinique, Guyane et La Réunion) entre le troisième trimestre 2009 et le premier trimestre 2010, auprès vingt-deux mille personnes âgées de 18 ans à 79 ans vivant en ménage ordinaire, en interrogeant trois grandes catégories d'acteurs :

- les natifs du département ;
- les migrants de retour : natifs du département ayant connu une expérience d'émigration de plus de six mois consécutifs et qui y sont réinstallés au moment de l'enquête ;
- les immigrants : personnes nées hors du département qui y sont installées au moment de l'enquête.

### Le questionnaire

L'élaboration du questionnaire s'est efforcée de répondre à deux exigences : saisir la complexité de chacun des thèmes étudiés ; permettre des analyses pertinentes de leurs articulations et de leurs combinaisons. Le choix a été celui d'un questionnaire commun aux quatre DOM, mais capable de saisir les dynamiques propres à chacun, qu'il s'agisse du vieillissement aux Antilles, de l'immigration étrangère en Guyane ou de l'impact des politiques publiques de mobilité à La Réunion. Un grand soin a également été porté à son architecture. La spécificité des thèmes étudiés autant que la diversité des groupes retenus (natifs, migrants de retour, immigrants) ont conduit à l'élaboration de modules spécifiques à chaque sphère de la vie des enquêtés (famille, cursus de formation, vie professionnelle, itinéraire migratoire, passage à la retraite, formes des solidarités intergénérationnelles). Un dispositif précis de filtres a permis d'éviter le cumul auprès d'un même individu de questions sans rapport avec sa situation. En assurant une grande fluidité du déroulé de l'entretien, ce dispositif a permis d'en limiter la durée et de prévenir les effets de lassitude susceptibles de nuire à la qualité de la collecte. D'autres thèmes plus généraux ont été, en revanche, traités de façon transversale (exemples : les relations de genre, les inégalités liées aux statuts sociaux, ou encore l'intégration des étrangers). Tous les enquêtés ont également été interrogés sur leurs descendants et leurs ascendants. Outre une bonne appréhension de l'ensemble des relations intergénérationnelles au sein des familles, il s'agissait aussi de disposer de renseignements sur un effectif significatif de population dans chaque département, complétant les informations recueillies sur la personne enquêtée et permettant de la resituer dans son environnement familial le plus large.

(3) Enquête Famille 1997 réalisée par l'INSEE.

(4) Enquêtes Migrations réalisée par l'INSEE.

(5) Enquêtes Fécondité-famille réalisées par l'INED.

(6) Une ambition partagée par le ministère de l'Outre-mer et, plus encore, par les collectivités locales concernées.

garantissant une grande fluidité des entretiens d'une durée moyenne supérieure à une heure trente.

Le pari était également de saisir toute la complexité des histoires de vie des personnes interrogées. Outre les descripteurs sociodémographiques habituels, l'enquête MFV renseigne sur l'origine des enquêtés (nationalité, lieu de naissance et lieu de naissance des parents), leurs parcours familiaux (périodes de vie en couple, informations sur les enfants et beaux-enfants), les principales étapes de leur vie professionnelle et sociale (âge à la fin des études, au départ du domicile parental et au premier emploi, interruptions d'activité professionnelle ou périodes de chômage), leur conditions de vie et leur état de santé, leur(s) itinéraire(s) migratoire(s) et leur expérience (éventuelle) du racisme et de la discrimination. Pour les plus âgés, l'analyse s'attache aux principaux enjeux du vieillissement (passage à la retraite et conditions de vie des plus âgés) et aux évolutions des solidarités intergénérationnelles. Enfin, les histoires de vie sont resituées dans leur contexte culturel, avec une série de données traitant des pratiques linguistiques, des modes d'engagement civiques et des pratiques religieuses des enquêtés.

Outre une investigation approfondie de chacun de ces thèmes, l'enquête MFV s'efforce surtout, de manière novatrice, de saisir la combinaison de leurs effets sur la vie économique et sociale de ces régions ultramarines. L'ambition est d'appréhender les interactions entre ces trois niveaux de réalité (migrations, famille et vieillissement) qui, ensemble, renouvellent les ressorts (et, donc, les enjeux) de la cohésion sociale dans ces territoires. Sur l'ensemble de ces points, le projet affiche une double exigence : apporter des éclairages nouveaux et des connaissances scientifiques inédites ; et, par là même, proposer des indicateurs utiles à la définition et/ou à l'évaluation des politiques publiques.

Par ailleurs, les DOM partagent avec nombre de leurs voisins des traits démographiques communs et les enjeux socio-économiques qui s'y rattachent. Cette proximité a été également prise en compte pour permettre des comparaisons avec ceux de ces pays disposant de données similaires à celles de l'enquête MFV. Il en va de même de leurs partenaires européens bénéficiant du statut de « régions ultra périphériques » (RUP), c'est-à-dire l'archipel des îles Canaries (Espagne), Madère et les Açores (Portugal). Les offices statistiques de ces territoires fournissent, en effet, une variété d'indicateurs sur les ménages et les individus, sur l'emploi, la scolarisation et les migrations.

## Les principales thématiques de l'enquête

### La famille au centre du projet

Les familles monoparentales, les grossesses précoces, les naissances hors mariage, la proximité géographique entre les générations, l'entraide familiale (garde d'enfants...) ou les relations des enfants avec un père non cohabitant, sont autant de phénomènes sociaux importants dans les DOM, mais pourtant rarement décrits statistiquement. Pas plus que n'a été étudiée leur évolution dans une perspective multigénérationnelle. Observe-t-on la reproduction sur plusieurs générations d'un même comportement familial, ou d'une norme particulière ? À titre d'exemple, il est bien connu que la monoparentalité – quasi exclusivement assumée par des femmes élevant seules leur(s) enfant(s) – y est beaucoup plus répandue qu'en France métropolitaine (34 % en Guadeloupe, 38 % en Martinique et près d'un quart à La Réunion, contre 12 % en Métropole). Cependant, aucune étude statistique d'envergure n'a traité en détail les modes de vie au sein de ce type de familles ni leurs caractéristiques. S'agit-il de situations temporaires ou durables ? La monoparentalité découle-t-elle de la naissance d'un enfant d'une mère vivant seule ou de la séparation d'un couple ? Quelles réalités recouvre-t-elle pour le parent et, plus encore, pour les enfants concernés ? Quel rôle jouent la famille et les proches ? Quelle place occupe et quel rôle assume le père de l'enfant ? Cette réalité familiale s'accompagne-t-elle systématiquement d'un cumul de vulnérabilités (faible niveau de formation, de revenu, d'emploi, de pauvreté) ?

Il en va de même des « maternités précoces ». Les données de l'état civil et du recensement confirment qu'elles constituent bien l'une des spécificités du modèle familial ultramarin. Le nombre moyen d'enfants par femme avant l'âge de 20 ans est près de trois fois plus élevé aux Antilles qu'en Métropole, près de cinq fois plus à La Réunion et onze fois en Guyane (2004). Pour autant, la manière dont s'inscrivent ces naissances dans les trajectoires sociales, scolaires, professionnelles et familiales des jeunes parents n'a guère été étudiée. Au-delà du constat, l'enquête MFV s'efforce d'éclairer les multiples aspects de cette réalité et de ses incidences sur la vie des parents, et plus encore des enfants concernés, en la replaçant parmi l'ensemble des événements d'entrée dans la vie adulte des jeunes mères (7). Ces naissances précèdent-elles ou suivent-elles la fin des études ? Sont-elles la cause ou la conséquence d'un échec scolaire ? Déterminent-elles un rapport particulier aux études ? Quelles sont leurs incidences sur les situations professionnelles, économiques ou

(7) Voir l'article de Didier Breton dans ce numéro, p. 25.

d'hébergement ? Les mères quittent-elles le foyer parental ou y demeurent-elles durablement ? Vivent-elles en couple ou le modèle dominant est-il celui de « fille mère » ? Pour celles qui vivent seules, quel rôle éventuel joue le père ? Comment s'organise dans leur cas la solidarité familiale ? Quels rapports entretiennent-elles avec la famille du père ? Ces interrogations prennent une dimension particulière lorsque l'on se place du point de vue des enfants. L'enquête permet, en effet, d'observer les histoires familiales des enfants en croisant l'histoire reproductive et conjugale des hommes et des femmes interrogées (8).

Au-delà de ces thèmes particuliers, l'enquête s'intéresse à toutes les situations d'union (légalisées ou de fait, cohabitantes ou non cohabitantes). Elle révèle toutes les formes d'union, leur durée, les contextes de leur formation, les caractéristiques des conjoints. Le questionnaire permet de reconstituer l'historique complet des comportements familiaux et d'en suivre l'évolution d'une génération à l'autre (nombre d'enfants, calendrier des naissances, histoires des unions, etc.). Il renseigne aussi sur la planification des naissances, la maîtrise de la fécondité et les pratiques contraceptives.

Interrogeant indifféremment les hommes et les femmes, l'enquête MFV s'efforce de restituer les histoires familiales ultramarines avec leurs complexités. Elle est attentive aux différences de genre dans la gestion de la vie de famille et s'efforce à une meilleure approche des réalités de la paternité. Elle s'attache surtout à décrire les conditions de vie de l'ensemble des enfants (y compris ceux adoptés et ceux du conjoint), des petits-enfants voire des arrière-petits-enfants. Pour la première fois, aussi, on se soucie de replacer l'étude des histoires familiales en regard des trajectoires professionnelles et scolaires des intéressé-e-s. Cette étude comparée des dynamiques familiales en Martinique, Guadeloupe, Guyane et Réunion constitue une première dans les DOM puisque l'enquête Famille de l'Institut national de la statistique et des études économiques (9) n'a jamais été étendue à ces départements, à l'exception de l'expérience conduite à La Réunion en 1997.

Plus largement, l'ambition de ce projet est de renouveler l'analyse de la famille, de ses contours et dynamiques dans les sociétés martiniquaise, guadeloupéenne, guyanaise et réunionnaise. En quoi son organisation, les valeurs qui s'y attachent, les formes de solidarités qui s'y nouent,

reproduisent ou s'éloignent du modèle métropolitain, sur lequel pourtant se règlent les politiques publiques mises en œuvre dans ces départements ? Et, si les modèles familiaux décrits se distinguent de ceux observés en Métropole, sont-ils pour autant semblables d'une de ces sociétés à l'autre ?

### Les migrations

La notion de « migrations » recouvre, ici, à la fois les départs et les retours des natifs du département, mais aussi les entrées et les sorties des personnes non natives, qu'elles soient françaises ou étrangères. Si l'on n'ignore pas leur importance dans les DOM, aucune étude n'avait jusque-là analysé ces mouvements dans leur ensemble, ni décrit statiquement les trajectoires et les profils de leurs protagonistes, pour tenter d'apprécier les effets de leurs interactions (départs, arrivées, retours) sur la composition des populations de chacun de ces départements et sur leurs dynamiques économiques, sociales et culturelles. Sous ce chapitre « migrations », l'enquête retrace l'ensemble des parcours migratoires des personnes interrogées. Elle s'intéresse tant aux natifs qui, après avoir quitté un temps leur département, sont revenus y vivre (« natifs de retour »), qu'aux « immigrants » c'est-à-dire les personnes nées hors du département qui s'y installent plus ou moins durablement. Elle s'attache à la diversité des expériences vécues, aux effets de cette mobilité sur la situation actuelle des intéressés, aux bénéfices qu'ils en ont retiré et aux difficultés rencontrées.

S'agissant des « natifs de retour », l'étude retrace l'ensemble de leur expérience migratoire et ses suites. Quels ont été les motifs de leur départ, leurs conditions de vie durant leur séjour et les raisons de leur retour ? Combien ont bénéficié d'une mesure d'incitation au départ ou d'aide à la mobilité et quels avantages en ont-ils retirés ? Ont-ils rencontré des difficultés d'insertion ou subi des discriminations sur leur lieu d'émigration ? Comment s'est opérée leur réinsertion et que leur a apporté cette expérience migratoire ? Forment-ils le projet d'un nouveau départ et à quelles conditions ? Plus largement, l'enquête renseigne sur tous les membres de la famille qui (à la date de la collecte), résidaient hors du département, de même qu'elle enregistre les intentions de départ, notamment des jeunes, les premiers visés par les politiques publiques d'aide à la mobilité.

(8) On s'interroge aussi sur le comportement vis-à-vis des pratiques contraceptives ou à l'égard de l'interruption volontaire de grossesse par ces jeunes mères pour apprécier l'impact des politiques publiques de prévention en cette matière.

(9) Une des plus anciennes enquêtes par sondage de l'INSEE. En France, elle est associée au recensement de la population depuis 1954.

Concernant les « immigrants », l'objet n'était pas tant d'en évaluer le nombre que de mieux connaître leur itinéraires (date d'arrivée, durée du séjour, lieu de départ, migrations antérieures, motivations), leurs conditions de vie, les réalités de leur intégration économique et sociale, leurs aspirations et leurs perspectives d'avenir. Leur séjour est donc resitué dans une dynamique plus large pour mieux comprendre leurs conditions actuelles de vie. Là encore, l'ambition est double : produire des connaissances nouvelles sur les réalités de l'immigration dans chacun de ces départements (notamment en Guyane) et aider à l'élaboration de politiques publiques adaptées et œuvrant à la cohésion de la société. On s'est ainsi efforcé de saisir les atouts dont disposaient les immigrants avant leur arrivée, puis d'examiner les différents aspects de leur vie familiale et professionnelle. Combien parmi eux ont eu une expérience d'immigration préalable ? Comment s'est opérée leur insertion économique et sociale dans le département considéré ? Observe-t-on des différences significatives selon les origines, une fois contrôlées la durée de séjour et les principales variables socio-économiques ? Par quelles voies les discriminations (éventuelles) entravent-elles leur embauche et/ou leur promotion et celles de leurs enfants ? D'autres données plus spécifiques permettent d'enrichir l'analyse des déterminants de leur migration (statut juridique pour les étrangers, avantages de la protection sociale ou de la scolarisation, effet de la sur-rémunération des fonctionnaires pour les nationaux, etc.).

Dans cette enquête, le choix a été fait de dépasser l'approche strictement individuelle des migrations, pour resituer celles-ci dans leur contexte familial plus large et tenter de mieux comprendre les stratégies collectives auxquelles elles se rattachent. À titre d'exemple, sont évaluées la fréquence des contacts et la permanence des liens des « immigrants » avec les membres de leur famille résidant hors du département, afin d'éclairer les formes de solidarités qui se tissent entre le DOM de résidence et le pays d'origine ou le pays de transit antérieur (transferts financiers, patrimoine, double résidence, etc.). Quels liens affectifs, économiques ou culturels entretiennent-ils avec leur pays d'origine ? Dans quelle perspective s'inscrit leur séjour, entre installation durable, retour au pays d'origine et nouvelle émigration ?

#### **Le vieillissement et les solidarités intergénérationnelles**

Contrairement à certaines idées reçues, les sociétés antillaises et réunionnaises vieillissent. Et elles vieillissent rapidement. Les signes sont les plus nets

aux Antilles. L'accélération du phénomène soulève donc de nombreuses interrogations sur ses conséquences sociales et les modalités (publique ou privée) de sa prise en charge. Dans quelles conditions vivent actuellement les personnes âgées ? Dans quel environnement familial évoluent-elles ? Qui sont leurs aidants potentiels ? Comment s'organisent les relations de solidarités (aides perçues et reçues) au sein de la famille et avec l'entourage ? Comment s'organisent-elles lorsqu'un ou plusieurs membres de leur famille vivent hors du département ? Où, et avec qui, vivent et vivront les personnes âgées dépendantes ? Quelle est la part, dans leur prise en charge, de l'aide du secteur public et du secteur privé ? Comment ces contributions devront-elles évoluer ? En quoi les situations actuelles préfigurent-elles celles des futurs retraités ? Toutes ces interrogations réclament une investigation approfondie. Aujourd'hui, elles sont peu documentées. Les conditions de vie des personnes âgées dans ces départements sont mal connues, alors que la perspective de passage massif et rapide à la retraite d'une partie importante de la population constitue un des défis des prochaines années.

Plus que le vieillissement lui-même, ce sont ses effets en termes de solidarités familiales et de relations intergénérationnelles qui constituent l'axe central de cette partie de l'enquête. Il s'agit de comprendre comment évoluent les solidarités entre générations, d'évaluer l'incidence sur ce point des mutations familiales et des migrations, d'apprécier le regard que portent aujourd'hui les plus jeunes sur les anciens et d'anticiper les besoins liés au vieillissement dans la perspective d'une progression continue de l'espérance de vie (10). En complément, et dans une visée plus prospective, un module particulier a été consacré aux « actifs proches de la retraite », qui permet d'en décrire le profil, d'étudier la manière dont ils s'y préparent et d'évaluer les besoins auxquels devront faire face les collectivités, en rapprochant ces informations de celles recueillies sur les plus âgés. Sachant que les contextes locaux ont pour double caractéristique : un sous-équipement en établissements collectifs adaptés et une part importante de futurs retraités dont la trajectoire professionnelle a été marquée par le sous-emploi, le chômage et souvent l'absence de contrat de travail et de déclaration de leur emploi par leur(s) employeur(s).

Dans l'examen des solidarités intergénérationnelles ascendantes et descendantes, l'enquête ne préjuge pas de la situation de dépendance des

(10) En 2030, La Réunion comptera environ 75 000 personnes âgées de plus de 75 ans, alors qu'elles sont moins de 25 000 aujourd'hui.

plus âgés. On veille donc à analyser l'ensemble des aides qui s'échangent au sein des familles, dont la garde d'enfants par les grands-parents. Dans un contexte d'affaiblissement des liens familiaux, cette garde des enfants pourrait se révéler plus difficile au sein de la famille élargie, alors même que des alternatives institutionnelles ne sont pas disponibles. On y sera très attentif. Il conviendra pareillement de vérifier l'hypothèse d'une culture de la monoparentalité susceptible de favoriser des formes d'entraide entre plusieurs générations de femmes à travers, notamment, la gestion de la garde d'enfants. Il est également prévu d'examiner les comportements familiaux face aux migrations et la nature des liens avec les membres de la famille vivant hors du département.

Au total, l'étude des solidarités intergénérationnelles fait l'objet d'une double approche : un examen direct, à travers des interrogations sur les aides apportées ou reçues, et un traitement indirect, par le biais de questions sur l'intensité des liens et des échanges au sein de la famille élargie (rôle de la fratrie, fréquence des contacts entre ses membres, importance de la cohabitation intergénérationnelle, etc.) ; sont ainsi étudiés aussi bien le soutien aux personnes âgées que celui apporté aux plus jeunes (financier ou sous forme de services gratuits). Pour en traiter, l'enquête fournit une série de données inédites sur les conditions de vie des retraités (statut, ressources, état de santé, mode de vie), sur la composition de leur entourage et sur les aides dont elles bénéficient. À travers l'analyse des réseaux familiaux, des formes des relations qui s'y développent, de la fréquence des contacts, de l'entraide et des soutiens, l'ambition est, plus largement, de mieux appréhender les modes de sociabilité en vigueur dans les sociétés ultramarines et leur évolution.

#### **L'insertion professionnelle et sociale des jeunes adultes**

L'étude des modalités d'insertion économique et sociale des jeunes adultes (âgés de 18 ans à 34 ans) constitue un autre point fort de cette enquête. Un module particulier du questionnaire leur a été consacré autorisant une description détaillée de leur itinéraire sur le marché du travail, depuis la fin des études jusqu'à la situation d'activité actuelle, de leurs conditions de travail et de leurs éventuelles périodes d'inactivité. L'analyse de ces parcours professionnels est précédée d'un recueil détaillé de données sur leurs trajectoires scolaires pour tenter d'en mesurer l'impact sur l'accès à

l'emploi. Un des objectifs est, là encore, de fournir les moyens d'une évaluation des dispositifs publics spécifiques (formation, insertion, mobilité) mis en place par l'État et les collectivités locales.

#### **Les discriminations**

En complément des thèmes précédents, l'enquête MFV consacre une place importante à l'étude des discriminations ressenties par les personnes interrogées. Elle examine plusieurs situations clés où des discriminations peuvent se produire qui restreignent illégalement l'accès des individus aux ressources disponibles (travail, logement, loisirs, accès aux soins, démarches administratives, etc.) et s'efforce d'en connaître les motifs (couleur de la peau, appartenance religieuse, origine géographique ou nationale, sexe, orientation sexuelle, etc.). L'enquête s'attache, parallèlement, à mesurer l'expérience du racisme susceptible d'être vécue dans l'espace public (rue, magasins, banques, lieux de loisirs, rapports avec les agents d'autorité). Un module spécifique est consacré aux éventuelles discriminations vécues par les « natifs de retour » durant leur parcours migratoire hors de leur département.

#### **Cinq axes d'études à visée prospective**

Au final, l'enquête MFV s'organise autour de cinq grands axes d'études à visée prospective :

- transformations des structures familiales et évolutions des comportements (monoparentalité, pluri-paternité et maternité précoce) ;
- insertion économique et sociale des jeunes adultes (trajectoires scolaires et professionnelles, inégalités sociales et vécu des discriminations) ;
- liens familiaux et l'évolution des solidarités intergénérationnelles face au défi du vieillissement ;
- natifs de retour : parcours migratoires et conditions de réinsertion ;
- trajectoires migratoires et intégration des populations immigrantes.

Dans le prolongement des premières exploitations, il est envisagé un appel à projets invitant des équipes de recherche à poursuivre l'investigation des sujets traités par le moyen d'entretiens qualitatifs complémentaires approfondissant certains thèmes (sous réserve de leur financement). Pour ces travaux, l'accord des personnes enquêtées a été sollicité pour faciliter la constitution des échantillons.